**Renforcer la concurrence pour réduire les inégalités**

**Bertrand Jacquillat**

Notre chronique précédente a souligné l’important accroissement des inégalités depuis les années 1980 dans tous les pays et notamment aux Etats-Unis, qui se manifeste d’abord sur le plan financier entre les revenus et les patrimoines des plus riches et ceux des autres et qui ont dépassé les précédents sommets du début du XXe siècle. Ces inégalités sont ressenties comme insupportables parce qu’injustes. L’écart de rémunérations dans une entreprise entre la personne la mieux rémunérée et le salaire médian est passé de 30 : 1 il y a quarante ans à 300 : 1 dans certaines entreprises aujourd’hui. Cet accroissement des inégalités s’accompagne d’autres phénomènes qui n’ont pas trouvé d’explications convaincantes à ce jour. Pourquoi les créations d’entreprises et les investissements stagnent ? Pourquoi les salaires n’augmentent pas davantage ? Pourquoi la productivité baisse ? Pourquoi les territoires se dépeuplent ? « *The Myth of Capitalism* » de Jonathan Tepper apporte comme réponse à ces questions l’étiolement généralisé de la concurrence synthétisé dans le slogan qui le sous-titre « *Monopolies and the* *Death of Competition* » (Les monopoles et la mort de la concurrence). Ainsi, aux Etats-Unis, Microsoft a 90% de part de marché dans les systèmes d’exploitation informatiques, et Facebook 75% dans les réseaux sociaux surclassant tous ses rivaux comme Twitter. Mark Zuckerberg est devenu l’empereur des données personnelles de 2 milliards d’internautes et commercialise leurs goûts, préférences, opinions politiques, etc. Google a 90% de part de marché en publicité liée à la recherche d’information. Selon l’hebdomadaire *The Economist*, sur une période de 15 ans, entre 1977 et 2012, les deux tiers de tous les secteurs économiques américains se sont concentrés autour de quelques entreprises, et cette concentration extrême ne se limite pas à l’économie virtuelle, elle touche l’un des plus vieux secteurs, le transport ferroviaire. Cette industrie avec quatre acteurs a l’apparence d’un oligopole, mais chacune des quatre sociétés exerce un monopole régional. Le secteur des systèmes de paiement est dominé par deux entreprises, Mastercard et Visa, de même que celui de la bière qui est devenu un duopole avec Millercoors et AB Inbev qui détient plus de 250 marques, et pas seulement américaines. Dix ans après la déconfiture du système bancaire et la crise financière, les cinq plus grandes banques américaines contrôlent 44% (7000 Mds $) des 15 300 Mds $ des actifs financiers bancaires américains, alors que les cinq plus grandes banques américaines en concentraient moins de 10% en 1990. On connaît les succès financiers de Warren Buffett dans la gestion de sa holding Berkshire Hathaway, qui est devenue l’une des plus importantes sociétés américaines par la capitalisation boursière, faisant de lui une des personnes les plus riches au monde. Il n’a jamais caché que son premier critère de sélection des sociétés dans lesquelles il investissait était la situation concurrentielle dans laquelle elles opéraient et dans quelle mesure celle-ci se rapprochait d’une situation de monopole. C’est ainsi qu’il a acquis le contrôle de BNSF Railways, l’une des quatre entreprises de transport ferroviaire du pays et a investi dans chacune des quatre entreprises du secteur du transport aérien américain depuis qu’elles exercent elles aussi un monopole régional. Dans un des rapports annuels de sa société, il écrit « *Competition is hazardous to* *human wealth* » (la concurrence est dangereuse pour la fortune). Comment en est-on arrivé là ? Parce que les Etats-Unis connaissent depuis une vingtaine d’années un nouvel âge d’or en matière de fusions acquisitions. Il y en a eu davantage que lors du précédent âge d’or en des années 1900. Dans le même temps, les introductions en bourse se sont plus ou moins taries et le nombre des sociétés cotées a diminué de moitié. Et la plupart des études empiriques soulignent le fait que plus la concentration est forte sur un marché, plus la rentabilité des firmes qui en font partie est élevée, mais aussi les prix pour le consommateur. Il faut voir dans ce phénomène l’influence des économistes de l’Université de Chicago qui considéraient que les monopoles ne pourraient qu’être provisoires à cause de la « contestabilité » des marchés, théorie selon laquelle la situation de monopole ne constituerait pas un équilibre durable. On comprend l’intérêt qu’ont les entreprises à fusionner et donc à un secteur de se concentrer, puisque suite à des fusions qui amènent un secteur à n’avoir plus qu’un maximum de six concurrents, les prix augmentent dans 95% des cas. L’accroissement des inégalités intervenu aux Etats-Unis a été concomitant avec le relâchement, voire l’abandon, de la politique antitrust très active poursuivie depuis les années 1930. D’aucuns ont chiffré le transfert de richesse provoqué par les concentrations industrielles et qui provoque les inégalités de revenu et de patrimoine, à plusieurs centaines de milliards de dollars par an. Deux économistes, Jan de Loecker de l’université de Princeton et Jan Eeckhout de l’Imperial College de Londres ont montré que les marges des entreprises, définies comme le prix auquel est vendu un produit au-delà de son prix de revient, avaient explosé depuis l’abandon des politiques antitrust, et augmenté, notamment aux Etats-Unis et en Europe, en moyenne de 40% depuis 1980, et que les marges élevées étaient corrélées avec les bas salaires. L’accroissement des inégalités serait ainsi dû au déclin de la concurrence. Les solutions appropriées pour les réduire, les rendre justes et supportables, ne sont pas l’augmentation des impôts ou l’accroissement de la dépense publique qui ne traite que le symptôme, et seulement provisoirement, et non le mal. Pour réduire les inégalités, la solution appropriée consiste à revenir aux racines du capitalisme, en renforçant la concurrence, à faire en sorte que les réglementations dans le domaine économique servent la société, et ne constituent pas des barrières à l’entrée pour protéger les acteurs existants. La concurrence représente un élément crucial du capitalisme parce qu’elle favorise l’innovation et la croissance, mais aussi la diffusion du pouvoir économique et de la liberté politique. Ces considérations ne s’appliquent pas qu’au secteur privé mais aussi, et notamment dans certains pays comme la France, à des pans entiers du secteur public, qui représentent des monopoles érigés en forteresses entourées de douves profondes, qui sont autant de barrières à l’entrée infranchissables.